

## **Une citoyenneté pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

**Entretien avec Bruce Ackerman**

Thomas GRILLOT et Jean-Claude MONOD

**Bruce Ackerman, chercheur en droit de renommée mondiale, veut redonner tout son sens à l'exercice de la citoyenneté dans les démocraties actuelles. Il revient ici sur les fondements intellectuels de son travail, et sur certaines des applications pratiques qu'il a élaborées avec d'autres chercheurs, invitant particulièrement à tenir compte de l'influence de l'État dans l'histoire personnelle de chacun d'entre nous.**

### **Les Lumières d'aujourd'hui**

**La Vie des Idées :** Vos travaux de recherche sur la constitution américaine et les constitutions françaises sont devenus incontournables. Selon vous, comment ces traditions peuvent-elles nous aider à renouveler l'idée de citoyenneté au XXI<sup>e</sup> siècle ?

**Bruce Ackerman :** Pour moi, il n'y a pas eu une seule constitution américaine, mais trois. La première, que j'appelle la constitution de la Première République, fut en vigueur de 1789 à la Guerre de Sécession, conflit le plus grave d'Occident entre 1815 à 1914. La Deuxième République s'ouvrit ainsi sur des amendements fondamentaux à la constitution du pays, qui marquèrent la véritable naissance de la nation américaine. Elle est d'ailleurs très similaire à la Troisième République française ; toutes deux sont basées sur un nationalisme libéral (j'utilise ce terme dans sa définition du XIX<sup>e</sup>, et non du XX<sup>e</sup> siècle) et se terminent plus ou moins à la même époque. Arrivent ensuite la République du New Deal de Franklin Delano Roosevelt, qui légitime l'État-providence volontariste, puis la Quatrième République d'après-guerre. Je suis convaincu que les constitutions ne sont pas de simples morceaux de papier, mais des régimes institutionnels basés sur des principes. Les républiques révolutionnaires française et américaine qui naissent toutes deux à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ont de nombreux principes en

commun, et s'opposent par exemple aux constitutions anglaise ou allemande<sup>1</sup>. La tradition franco-américaine du républicanisme libéral se base en effet sur un attachement à l'égalité des citoyens. Il s'agit donc de se demander s'il est à l'heure actuelle possible de créer des institutions qui inviteront les gens ordinaires à soutenir ce projet de républicanisme libéral en s'engageant à vraiment mettre en pratique l'égalité citoyenne. C'est là le thème central d'un certain nombre de mes projets.

De nos jours, la gauche ne fait malheureusement aucun effort pour parler la langue des citoyens ordinaires. Prenons par exemple la taxe Tobin ; c'est une bonne idée en théorie, que personne ne va vraiment réussir à comprendre. Ce ne sont pas ces idées de technocrates inintelligibles pour 99% de la population qui vont donner envie à la prochaine génération de prendre au sérieux l'idée d'égalité entre les citoyens, héritage central des Lumières et des révolutions française et américaine. Les gens ne se voient plus comme des citoyens que lorsqu'ils montrent leur passeport au douanier pour rentrer en UE ou en France, de sorte que la citoyenneté se réduit à un produit commercial.

**La Vie des Idées :** Vous avez développé ces idées grâce à plusieurs ouvrages rédigés en collaboration avec d'autres chercheurs. Quel est le fil conducteur de ces travaux ?

**Bruce Ackerman :** J'ai de la chance. Je viens d'une famille pauvre du Bronx, mon père était tailleur. Mais j'ai toujours bien réussi aux examens. Je suis diplômé d'Harvard et de la faculté de droit de Yale, dont je suis sorti à 24 ans avec une deuxième licence en poche. J'ai ensuite travaillé pour quelques juges, dont un à la Cour Suprême des États-Unis. À 26 ans, j'ai décroché un emploi à l'Université de Pennsylvania. À 28 ans, je suis arrivé à New Haven avec ma femme, et on m'a proposé un poste de professeur de droit à Yale ; c'était l'époque où les écoles de droit aux États-Unis, comme en Grande Bretagne, pouvaient vous dispenser de l'obligation d'avoir un doctorat si vos pairs vous trouvaient assez brillant pour ça. Cela m'avait semblé une bonne idée à l'époque ! Et donc nous nous sommes installés là-bas. J'ai poursuivi en fait trois ou quatre grands projets de recherche depuis. Le premier touche à la question du constitutionnalisme, le second développe une philosophie libérale de la justice dans l'État moderne<sup>2</sup>, et le troisième cherche à remettre au goût du jour l'idéal républicain

---

<sup>1</sup> Voir Bruce Ackerman, *Au Nom du Peuple*, Paris: Calman-Levy, 1998; Bruce Ackerman, *The Decline and Fall of the American Republic*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 2010.

<sup>2</sup> Bruce Ackerman, *Social Justice in the Liberal State*, New Haven, Yale University Press, 1980.

libéral de l'égalité entre les citoyens. Je n'ai pas honte de faire partie des Lumières, et le constitutionnalisme, la justice libérale et les manifestations concrètes de la citoyenneté sont des idées que je veux ramener sur le devant de la scène. Pour être honnête, je suis simplement en train de vous faire part des rêveries d'un vieil homme qui cherche à rationaliser sa vie intellectuelle. En réalité, j'ai eu quelques idées, j'ai travaillé dessus, et personne n'a cru bon de m'arrêter !

### **Une citoyenneté pour les gens qui vivent leur vie**

**La Vie des Idées** : Prenons *Deliberation Day*<sup>3</sup>, l'un des ouvrages où vous défendez l'idée d'une démocratie plus délibérative. De quoi parle-t-il ?

**Bruce Ackerman** : La citoyenneté active est un rapport social. Nous parlons entre amis, entre collègues; mais parlons-nous entre citoyens ? Dans quel contexte ? À quel moment est-ce que nous nous considérons vraiment comme des citoyens ? En vérité, peu souvent. Nous allons voter. Le succès des primaires récemment organisées par les socialistes français en a par exemple surpris plus d'un. Mais d'où venait ce succès ? Les gens étaient prêts à payer un euro pour agir en citoyen ; n'est-ce pas formidable ? Cet ouvrage traite en autres de la nécessité de créer des institutions qui invitent sans la forcer la population à interagir en tant que citoyens. Je ne suis pas un romantique qui cherche à vivre dans le monde des citoyens athéniens où tout le monde porte la toge. Je ne suis pas non plus partisan des idées de Rousseau sur la mère spartiate qui dit à son fils : « si tu ne me reviens pas avec un cadavre d'ennemi, reviens avec ta tête sur ton armure ». Je veux parler de républicanisme libéral. Les gens veulent vivre leur vie ; ils divorcent, ils font des erreurs, ils ont besoin d'argent. Mais est-ce qu'ils peuvent aussi être des citoyens ? C'est de cela que traite *Deliberation Day*, ouvrage inspiré de trente ans de collaboration avec mon ami et collègue James Fishkin, qui enseigne à Stanford.

Nous utilisons la technique du sondage délibératif ; nous l'avons fait 75 fois sur les 15 ou 20 dernières années, de la Bulgarie aux États-Unis en passant par l'Australie, le Royaume-Uni, l'UE et la Chine. Nous ne l'avons pas encore fait en France, mais ça nous plairait beaucoup<sup>4</sup>. En 1994 et 1995 au Royaume-Uni, nous avons par exemple organisé deux sondages sur la position du Royaume-Uni sur l'Europe. Nous envoyons un sondeur professionnel chez

---

<sup>3</sup> Bruce Ackerman et James Fishkin, *Deliberation Day*, New Haven, Yale University Press, 2004.

<sup>4</sup> Une expérience inspirée du Jour de la Délibération va avoir lieu à la Saline Royale le 14 et 15 avril 2012. Voir [http://www.salineroyale.com/index.php?option=com\\_content&task=view&id=122&Itemid=135](http://www.salineroyale.com/index.php?option=com_content&task=view&id=122&Itemid=135).

environ 300-400 personnes choisies au hasard mais réparties en termes de région, de sexe et de revenu, pour leur dire : « Félicitations ! Nous vous invitons à venir à Manchester participer à un jour et demi de délibération. Nous allons vous faire passer un entretien d'une heure et demie ou deux heures pour déterminer vos connaissances et votre position sur cette question. Est-ce que l'Angleterre est déjà très proche de l'UE ? Devrait-elle encore s'en rapprocher ? » Nous leur envoyons ensuite un livret informatif (c'est maintenant un film), où chaque camp a l'occasion de fournir une quantité égale d'informations sur le sujet. Ensuite les participants viennent à Manchester. Fishkin s'occupe admirablement de la promotion ; il fait venir la BBC et les journaux pour couvrir l'événement. On a Tony Blair d'un côté, et quelqu'un d'autre de l'autre, mais toujours des grands noms. Ils ont chacun une heure, une heure et demie pour leur plaidoyer. Après les sessions plénières, les gens se divisent en petits groupes de quinze et font la liste des questions que les orateurs n'ont pas abordées de manière satisfaisante. On enchaîne alors sur une deuxième session plénière, où un arbitre lit les questions de chaque groupe pour que les orateurs y répondent. Après la pause-déjeuner, les participants ont une nouvelle discussion, puis nous leur faisons remplir le même questionnaire que celui qu'ils avaient rempli chez eux, et nous comparons leurs réponses. L'analyse scientifique des deux versions du questionnaire permet d'établir que la délibération sert bien à quelque chose.

Pour deux tiers à trois quarts des personnes interrogées, quel que soit leur niveau d'études, on voit en effet une augmentation statistiquement significative de la connaissance des questions. Avant le sondage délibératif, la répartition est presque systématiquement la même ; 10% des gens savent beaucoup de choses ; 30 à 40% d'entre eux ne savent strictement rien, et le reste se situe quelque part entre les deux. Après le sondage, on se rend compte que les gens ont appris énormément, sans que leur niveau d'études influe de manière statistiquement significative sur la question, notamment parce que ce sont souvent les personnes les plus éduquées qui arrivent avec le plus de connaissances au départ. Comme on peut s'y attendre, les gens issus des classes les plus aisées prennent plus souvent la parole et font preuve de plus d'autorité, mais la discussion n'est finalement pas si inégale que ça, puisque tout le monde parle et apprend beaucoup de choses. Quand on demande aux gens d'évaluer sur une échelle de 1 à 5 leur position sur l'Europe (très favorable, défavorable, entre les deux), 40% d'entre eux changent au moins leur opinion d'un point. Ce n'est pas dû à une transformation radicale de leurs valeurs fondamentales, mais plutôt au fait qu'ils ont appris quelque chose en débattant avec d'autres des options dont dispose leur pays. Comme certaines personnes évoluent plus que d'autres, le changement moyen est bien entendu moins important

que le changement au niveau individuel, mais il se situe souvent entre 5 et 10%, voire parfois même 15%.

Sur la base de ces résultats, nous proposons donc d'instaurer un Jour de la Délibération au niveau national, où chacun serait invité à prendre part à ce type d'événements, dans son quartier ou sa région, partout dans le pays. Mais contrairement à nos expériences délibératives, on ne demanderait pas aux citoyens de communiquer leur opinion à la fin de la journée ; il suffirait de les remercier d'avoir pris part à cette journée de la citoyenneté. Si cela changerait peut-être le déroulement des élections, cela mettrait sans aucun doute les questions politiques sur le devant de la scène. Les élus auraient également conscience qu'il leur faudrait faire face aux citoyens lors du prochain Jour de la Délibération. À la fin de ces journées, ce sont les médias qui prendraient en charge les sondages, et les gens pourraient alors se dire « Sarkozy a perdu 7 points parce qu'il n'avait pas de bonnes idées », ou « Hollande n'avait rien à dire ». Ce facteur ne serait pas le seul à influencer le résultat des élections, mais ce serait le bon. Le Jour de la Délibération aurait également une influence sur le choix des candidats.

**La Vie des Idées** : Dans vos travaux sur le renouveau de la citoyenneté, vous êtes même allé plus loin en proposant que l'État rémunère les citoyens pour assurer un taux de participation plus élevé.

**Bruce Ackerman** : Nous suggérons en effet de payer chaque personne participant au Jour de la Délibération 150 dollars, de même qu'on rémunère actuellement ceux qu'on appelle des évaluateurs (*lay assessors*<sup>5</sup>) au Royaume-Uni. Cela ressemble un peu à ces nouvelles formes de participation citoyenne que sont les Grenelle français, à la différence que le Jour de la Délibération est en lien direct avec la formulation de la volonté politique. C'est une idée essentielle si l'on cherche à développer un sens plus aigu d'une citoyenneté où les gens sentent qu'ils sont capables de comprendre les choses, et que leurs opinions ont un vrai poids dans le choix de ceux qui les gouvernent. Je traite d'ailleurs également de ce thème dans un autre ouvrage.

---

<sup>5</sup> Au Royaume Uni, ces évaluateurs non-professionnels auditent certains services administratifs.

## Les contextes spécifiques de la souveraineté citoyenne

**La Vie des Idées :** Dans cette deuxième partie de vos travaux, vous voulez « utiliser les marchés pour faire avancer la souveraineté citoyenne ». Qu'entendez-vous par là ?

**Bruce Ackerman :** Je veux dire qu'il ne faut pas se contenter de la souveraineté du consommateur, comme l'entendent les économistes. Je cherche en fait à utiliser le potentiel de décentralisation des marchés pour renforcer la citoyenneté. Prenons par exemple la destruction imminente du modèle d'entreprise sur lequel les journaux et les magazines se basent depuis plus de deux siècles (je sais que *France-Soir* vient de fermer boutique). Sachant qu'Internet permet à tout un chacun de copier ce qu'il veut gratuitement, le seul moyen de soutenir un journalisme de qualité est de s'orienter vers un système de marché. C'est sur cette idée que se base ce que j'appelle la Fondation nationale du journalisme (*National Endowment for Journalism*)<sup>6</sup>. En gros, n'importe quel groupe de journalistes aurait la possibilité de s'enregistrer auprès de la Fondation nationale du journalisme, à partir du moment où ils seraient assurés contre la diffamation, ce qui veut dire qu'ils devraient réussir à convaincre une compagnie d'assurance de leur fonction éditoriale. Internet peut tout à fait se transformer en un cauchemar postmoderniste où les bloggeurs racontent n'importe quoi, et où l'on peut être discrédité pour avoir eu le malheur de dire trois gros mots sur YouTube. Ça ne rime à rien. S'il y a beaucoup de bonnes choses sur Internet, le journalisme de qualité n'en fait pour l'instant pas partie. Mais cela pourrait changer avec la Fondation. Une fois enregistrés, les journalistes pourraient écrire des articles qui seraient ensuite diffusés par tous les agrégateurs de presse. À la fin de l'article, on demanderait aux lecteurs s'ils pensent avoir acquis une meilleure compréhension citoyenne des questions traitées.

C'est là que se joue le nouveau modèle d'entreprise dont je parle, puisqu'il permet de créer un nouveau contexte spécifique de citoyenneté. Si la réponse est oui, le lecteur devrait prendre trente secondes pour montrer à l'ordinateur qu'il est bien un être humain et pas un ordinateur. Ce serait évidemment une perte de temps, sauf s'il veut bien, en tant que citoyen, donner un peu de son temps pour le bien de la société. Toute réponse positive serait ensuite communiquée à la Fondation nationale du journalisme, qui rémunérerait les journalistes en fonction du nombre de clics que leur article aurait généré. C'est aussi simple que ça. Les

---

<sup>6</sup> Voir Bruce Ackerman, "Using the Internet to Save Journalism from the Internet," dans Axel Gosseries & Yonnick Vanderborght, *Arguing About Justice: Essays for Philippe Van Parijs*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2010 (pdf accessible sur la page web du présent article); Bruce Ackerman, *The Decline and Fall of the American Republic*, supra n. 1.

journalistes de qualité seraient donc forcés de se rassembler, puisque certains d'entre eux pourraient passer trois mois sur un sujet sans finalement rien trouver, quand d'autres trouveraient quelque chose qui permettrait de générer 2 millions de clics. Ce serait en fait une mutualisation du risque très similaire à ce qui avait cours dans les journaux à l'ancienne.

Voilà le futur du journalisme, loin de la censure et du contrôle de l'État. Je n'ai rien contre les institutions du style de la BBC, mais ce n'est qu'un type d'institutions parmi beaucoup d'autres, et elle ne peut pas avoir le monopole du journalisme professionnel. C'est bien vers l'Italie de Berlusconi que nous nous dirigeons si la Fondation nationale ne vient pas remplacer l'ancien modèle économique, en passe de disparition. La question de la décentralisation est essentielle dans ce cas. Dans le monde anglophone, le *New York Times* s'en sortira toujours, parce qu'il y a assez de lecteurs de langue anglaise pour assurer des revenus publicitaires suffisants. Ce n'est malheureusement pas le cas de la France, de l'Allemagne, de la Pologne ou de la Hollande, et c'est pour cela que le métier se meurt à petit feu. Si le *New York Times* s'intéresse peu, voire pas, à la France, ce n'est évidemment pas le cas des Français. C'est pour cela qu'il faut non seulement mettre en place un mécanisme basé sur le républicanisme libéral, c'est-à-dire sans autoritarisme et sans manipulation des médias centralisés, mais aussi un système basé sur le fonctionnement des marchés qui rappelle aux gens qu'ils sont des citoyens, ne fût-ce que quarante secondes par jour. Cela fait toujours quarante secondes de gagnées.

### **Lancer des conversations par millions**

C'est un esprit similaire qui anime *Voting with Dollars*<sup>7</sup>, livre co-écrit avec Ian Ayres. Nous proposons de permettre à tous ceux qui s'inscrivent sur les listes électorales d'ouvrir un compte spécial sur Internet, relié à leur carte de crédit normale. Ils gagneraient ainsi 50 « euros citoyens » qu'ils pourraient ensuite donner au parti ou au candidat de leur choix. Ce serait là le seul usage possible de ces « dollars patriotiques », comme je les appelle dans cet ouvrage. Dans le système français de financement des partis, ces derniers gagnent de l'argent en fonction du nombre de votes que leur candidat a obtenus lors des élections. Dans le cas des « euros citoyens », en revanche, il faudrait que les partis politiques convainquent les électeurs de les soutenir avant les élections. Pour cela, ils organiseraient des réunions de quartier et d'autres types de rassemblements, qui lanceraient des millions de conversations

---

<sup>7</sup> Bruce Ackerman et Ian Ayres, *Voting with Dollars: a New Paradigm for Campaign Finance*, New Haven, Yale University Press, 2002.

grâce auxquelles les gens ordinaires pourraient prendre leur citoyenneté au sérieux en discutant du meilleur parti ou candidat à qui donner leurs 50 euros. Ceux qui pensent que tous les hommes politiques sont des escrocs ne seraient évidemment pas forcés de donner leur argent à qui que ce soit, de même que personne ne serait forcé de participer au Jour de la Délibération ou de cliquer sur les liens de la Fondation nationale. Une fois de plus, il s'agit de se servir du marché, cette fois pour lancer des millions de conversations. Il n'y a rien d'héroïque là dedans. Dans le cas des euros citoyens, il s'agirait seulement de passer une heure dans un café à discuter de la meilleure manière de dépenser cet argent devant un match de foot à la télévision. Si je ne suis pas en train de suggérer la création du nouvel Homme Soviétique ou du nouvel Athénien Classique, je veux inviter les gens à intégrer la citoyenneté à leur vie de tous les jours, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui. Tous ces mécanismes, du Jour de la Délibération aux euros citoyens en passant par la Fondation nationale du journalisme, sont relativement peu onéreux, et tout à fait faisables. Dans nos entretiens avec elles, les sociétés de cartes de crédit ont clairement exprimé leur intérêt pour l'initiative des euros citoyens, pour elles une nouvelle occasion de profit.

Un Jour de la Délibération a d'ailleurs bien failli avoir lieu au Royaume-Uni en 2005, ça n'a pas pu avoir lieu, à cause des Français ! Tony Blair s'était engagé à mettre en place un référendum sur la constitution européenne, mais il le faisait clairement à contre cœur. Le Jour de la Délibération au Royaume-Uni était censé contrer l'influence de l'empire de la presse de Murdoch, qui faisait de son mieux pour faire échouer le traité européen. Blair connaissait les chiffres du sondage délibératif auquel il avait participé en 1994-5 : on était passé de 45 à 58% d'opinions favorables sur l'UE. Et dans un référendum, il y a une grande différence entre 49 et 51% ! Mais le non français rendit finalement le référendum britannique inutile. Nous nous étions pourtant lancés dans de sérieux préparatifs, avec l'aide du bureau logistique du 10 Downing Street. Les problèmes d'assignation de chaque citoyen à un centre de délibération dans le pays devaient être résolus grâce à l'adaptation du logiciel utilisé par British Airways, qui utilise des programmes très sophistiqués pour effectuer les réservations spécifiques de chaque voyageur. L'adaptation du logiciel aurait donc permis aux citoyens de réserver une place dans un centre de leur choix pour participer au Jour de la Délibération. C'était quelque chose de tout à fait faisable, et à peu de frais. Aux États-Unis par exemple, si 30 à 40% de la population prenait part à l'expérience, elle coûterait environ 4 milliards ; ce n'est finalement pas grand-chose, surtout si elle n'a lieu qu'une fois tous les 4 ou 5 ans à l'occasion des élections présidentielles. Ce nouveau jour férié jouerait en revanche un rôle de

catalyseur. Les citoyens auraient non seulement l'occasion de débattre des problèmes, mais ils continueraient également à en parler le lendemain en arrivant au boulot, ce qui permettrait d'impliquer encore plus de gens dans des millions de conversations citoyennes supplémentaires. De même, si tous les électeurs américains utilisaient leurs dollars patriotiques lors de la prochaine élection présidentielle, cela débloquerait jusqu'à 7 milliards de dollars, ce qui suffirait à contrer l'argent investi en politique par la ploutocratie, qui pose beaucoup de problèmes aux États-Unis. En France, un programme de ce genre coûterait évidemment beaucoup moins cher.

**La Vie des Idées :** Dans *The Stakeholder Society*<sup>8</sup>, on trouve des chiffres bien plus élevés dans le cas d'un autre projet ayant attiré l'attention du gouvernement travailliste de Tony Blair. Pouvez-vous détailler le concept central de l'ouvrage, que vous appelez héritage citoyen ?

**Bruce Ackerman :** J'ai co-écrit ce livre avec mon amie Anne Alstott, brillant professeur de finance publique à la faculté de droit de Yale. L'héritage citoyen propose d'offrir 80 000 dollars à tous les Américains qui décrocheraient l'équivalent du bac, c'est-à-dire un examen national évaluant un niveau minimum de compétence, pas la capacité à intégrer une grande école ; chacun pourrait d'ailleurs choisir à quel moment passer cet examen. En 2008, Anne a réévalué notre chiffrage de 1998, date de la publication du livre. La Réserve fédérale américaine est une mine d'informations sur la répartition des richesses ; s'il y a beaucoup d'inégalités dans la répartition des salaires aux États-Unis, la situation est encore pire en ce qui concerne la répartition des richesses. Or si l'on imposait un impôt sur la fortune à hauteur de 2% des revenus des 3% des foyers américains les plus riches (c'est-à-dire deux adultes possédant plus d'1,6 millions de dollars en fortune réelle), même avec un taux de fraude fiscale de 25 à 30%, on aurait assez d'argent pour financer un héritage citoyen de 80 000 dollars par Américain, s'élevant à un total de 3,7 millions par an.

Tony Blair a adopté cette idée en 2002 lors de son deuxième mandat ; elle est maintenant connue comme le *Child Trust Fund* et les obligations « enfance ». S'il n'est évidemment pas allé jusqu'à proposer un héritage de 80 000 dollars, le gouvernement travailliste a bien offert une obligation « enfance » à chaque nouveau-né du pays. Le tiers le

---

<sup>8</sup> Bruce Ackerman, Anne Alstott, *The Stakeholder Society*, New Haven, Yale University Press, 1999.

plus pauvre de la population touchait au départ 500 livres, et le reste 250. On a également évoqué l'idée d'ajouter 500/250 livres à chaque compte au 7<sup>e</sup> anniversaire de l'enfant, puis à son 12<sup>e</sup>. Grâce à l'accumulation des intérêts, la somme pouvait atteindre 8 000 dollars ; ce n'était pas 80 000 dollars, mais le principe était identique. C'était un coup de maître de la part de Tony Blair : il s'assurait la voix des futurs parents, mais il fallait attendre 18 ans pour voir le paiement des premières obligations. D'après moi c'était encore trop tôt : il faudrait ne débloquer l'argent qu'une fois que les enfants ont atteint 20 ans, à moins qu'ils n'aillent à l'université plus jeunes. Mais de toute façon, les détails de la proposition peuvent être débattus : il a un nombre incalculable d'approches possibles. L'important est que l'initiative de Blair a connu un grand succès. C'est le professeur Julian Le Grand à la *London School of Economics* qui a chapeauté le projet d'un point de vue intellectuel ; un an après la sortie de notre livre, il a rédigé un rapport avec David Nissan pour la *Fabian Society* au titre très anglais d'« Une idée capitale »<sup>9</sup>, qui a lancé l'idée une fois pour toute. Malheureusement, le gouvernement de Cameron vient de mettre un terme au programme dans le cadre de sa politique d'austérité. Ainsi les Britanniques se trouvent actuellement dans une situation assez étrange où les enfants britanniques nés entre 2003 et 2011 ont le droit de conserver leur héritage citoyen, ce que ne peuvent pas faire ceux qui sont nés plus tard.

En réalité, c'est Thomas Paine qui fut le premier à avancer cette idée, dans une lettre au Directoire en 1796 ou 1797. Il y avait aussi un groupe de penseurs républicains libéraux français qui en étaient partisans pendant les trente ou quarante premières années du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est en réponse aux attaques de Marx, qui pensait que la propriété était à la source du problème, qu'ils développèrent l'idée d'héritage citoyen. Bernard Berteloot, qui publia un ouvrage en français sur cette proposition<sup>10</sup>, montre que l'idée trouve véritablement ses origines en France. Comme Paine l'expliquait au Directoire, l'héritage citoyen permet d'atteindre l'idéal d'égalité entre les citoyens en offrant à chacun d'eux un bon départ dans la vie.

Ce sont ceux qu'on appelait autrefois la classe ouvrière qui verraient vraiment les bénéfices de la société de parties prenantes (*stakeholder society*). Il faut s'intéresser à l'intervention de l'État dans l'histoire personnelle de chacun d'entre nous. Après la naissance de chaque homme, l'État intervient grâce à l'éducation universelle. L'homme quitte ensuite

---

<sup>9</sup> David Nissan and Julian Le Grand, « A Capital Idea », *Fabian Society Policy Report* 49, February 2000.

<sup>10</sup> Bernard Berteloot, *Un capital: de l'État redistributeur à l'État prêteur*, Christian /Jas, 1996.

l'école. Qu'il le fasse à 16 ans, ou à 32 après trois doctorats, il finit par intégrer la vie active. Mais l'État dépense évidemment beaucoup plus d'argent pour ceux qui finissent leur troisième doctorat à 32 ans. Au moment de la retraite, l'État dépense de l'argent en termes de pension et de soins médicaux. Il y a donc quatre phases dans la biographie de chaque homme. D'abord son éducation. Ensuite, sa vie de jeune adulte, et c'est à ce moment là que la génération d'avant devrait lui verser son héritage. Je ne suis pas contre les héritages familiaux, mais je pense que l'héritage citoyen est tout aussi fondamental, et qu'il devrait intervenir au moment où les jeunes adultes se mettent à construire leur vie et à travailler.

### **La dignité des jeunes adultes de la classe ouvrière**

À l'heure actuelle, la jeunesse se vit en deux étapes : une période d'hédonisme à l'école, suivie par une période de désespoir à l'entrée dans la vie active. Si votre chef est un imbécile, vous devez faire avec. Le fait de démissionner implique un sérieux sacrifice économique, surtout dans l'économie actuelle. Mais si vous avez 80 000 dollars de côté, vous disposez d'un filet de sécurité. Fondamentalement, être un jeune adulte est une vraie phase de la vie d'un homme, et ceux qui vont vraiment souffrir de la crise actuelle sont les jeunes adultes au niveau d'études bas. Si la situation est déjà difficile pour ceux qui ont un bon niveau d'études, elle est vraiment dramatique pour les autres, et sera pire encore sur un marché mondialisé où la concurrence se fait rude. Je ne suis pas inventeur de panacée, et ces 80 000 dollars n'en sont pas une. Mais il y a une grande différence entre 80 000 dollars et rien du tout.

Il y a évidemment des gens qui choisiront de prendre leurs 80 000 dollars ou leurs quatre paiements de 20 000 dollars par an et de partir au Népal, surtout avec le premier paiement. Je ne suis pas sûr que ce soit nécessairement une mauvaise chose. Certains choisiront d'acheter de la drogue ou de perdre les 80 000 dollars à Monte Carlo. Mais n'oublions pas que certains jeunes adultes vont de nos jours à l'université pour ne rien y faire, ce qui gâche de fait beaucoup d'argent public. Ce n'est donc pas comme si cela n'arrivait pas déjà ; mais comme c'est le lot des classes plus aisées, personne ne s'en plaint. Au contraire, ce sont les classes ouvrières qui profiteraient le plus de l'héritage citoyen, puisqu'il leur permettrait de vivre leur vie avec une certaine dignité. Certes, certains jetteront leur héritage par les fenêtres. Mais la plupart des gens pauvres connaissent bien la valeur de l'argent ; ce sont les enfants des classes aisées qui l'ont oubliée. Ainsi le fait que certains choisissent de dépenser leur argent de manière irresponsable ne devrait pas suffire à priver la grande

majorité d'un investissement utilisé à des fins utiles. La presse de droite ne manquera évidemment pas de mettre en avant les cas d'irresponsabilité extrême, ce qui présente un danger politique potentiel. Lorsque le gouvernement de Blair a mis en place sa version de l'héritage citoyen, il y a eu un grand débat sur cette question : quel degré de contrôle l'État devrait-il exercer sur la manière dont les jeunes adultes dépenseraient leur argent ? Au bout du compte, on a décidé de les laisser entièrement libres de leur choix. Dans le cadre de ma proposition, chaque citoyen serait obligé de décrocher un examen d'études minimum qui témoigne de ses compétences. Chaque lycée proposerait donc un nouveau cours sur la manière de gérer son patrimoine, pour éviter que des courtiers ne fassent mainmise sur l'héritage citoyen. Il y aurait nécessairement une période d'adaptation et d'ajustements empiriques dans l'éducation de la nouvelle génération à l'exercice responsable de la liberté, mais ce n'est pas vraiment un problème.

### **La gauche et la question de l'identité**

Toutes ces propositions prises ensemble permettent somme toute de créer une série de contextes spécifiques où les gens ordinaires auraient la possibilité d'agir véritablement comme des citoyens. En tant que citoyens, ils pourraient prendre part au Jour de la Délibération, donner de l'argent au candidat de leur choix, soutenir un journalisme de qualité sur Internet en signalant leur approbation à la Fondation nationale par un simple clic. De plus, leur héritage citoyen leur donnerait non seulement un plus grand sentiment de liberté au début de leur vie active, mais leur permettrait aussi de comprendre que la citoyenneté fait partie intégrante de leur personnalité. Je suis favorable aux marchés et à la propriété ; le défi est de lier marché et exercice de la citoyenneté. L'héritage citoyen représente certes l'universalisation de la propriété privée, mais je voudrais aussi le relier de manière symbolique à l'impôt sur la fortune pour mettre en avant son rapport à la justice. Il faudrait que les grands gagnants des marchés contribuent à offrir un bon départ à tous les citoyens de la génération suivante. Il est clair que la citoyenneté du XXI<sup>e</sup> siècle sera beaucoup plus compliquée que celles des siècles précédents, dans la mesure où les Français ne sont plus par exemple seulement des citoyens français, mais aussi des citoyens européens. La structure de l'héritage touché par chaque citoyen devrait justement refléter cette nouvelle complexité. Ainsi s'il faudrait qu'une partie de l'héritage soit financée par un impôt sur la fortune au niveau national, l'autre partie devrait être financée au niveau européen, peut-être grâce à une

taxe Tobin. Mais je me perds dans les détails<sup>11</sup>. Il faut surtout que les progressistes dépassent les solutions de technocrates appliquées aux problèmes économiques pour reconstruire les fondements sociaux et politiques de la citoyenneté du XXI<sup>e</sup> siècle, sans quoi il n'y aura plus que les fous d'extrême droite pour s'adresser à la population dans un langage compréhensible. Si la crise économique se poursuit, comme c'est probable, et que la gauche se contente d'idées de technocrates malins comme la taxe Tobin, nous perdrons tout simplement la bataille contre les fous.

Entretien traduit de l'anglais par **Emilie L'Hôte** avec le soutien de la **Florence Gould Foundation**.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 5 mars 2012.

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>11</sup> Pour plus de détails sur la dimension européenne du problème, voir Bruce Ackerman, « Hope and Fear in Constitutional Law, in Erikson », dans Fossum & Menendez dir., *A Constitution for Europe*, Routledge, 2004.